



Les grands titres:

- Syrie : l'ONU réclame une nouvelle fois une trêve humanitaire immédiate à Alep
- Les droits de l'homme soumis à une pression sans précédent dans le monde entier, selon l'ONU
- Ukraine : les civils continuent de souffrir dans l'est du pays, selon un rapport de l'ONU
- Les conflits en cours continuent d'aggraver l'insécurité alimentaire, selon la FAO
- Libye : le Conseil de sécurité réaffirme son soutien à l'Accord politique conclu il y a un an
- Le HCR réclame des mesures pour protéger les enfants déplacés par les conflits

Syrie : l'ONU réclame une nouvelle fois une trêve humanitaire immédiate à Alep



Le 7 décembre 2016, des familles déplacées ayant fui les récents combats à l'est d'Alep, en Syrie, ont trouvé refuge dans un entrepôt à Jibreen. Photo UNICEF/AI-Issa

8 décembre - Un haut responsable des Nations Unies a une nouvelle fois réclamé jeudi une trêve humanitaire immédiate dans la ville d'Alep, en Syrie, pour permettre aux civils de quitter les zones assiégées.

« L'ONU est extrêmement préoccupée par la sécurité des civils à Alep alors que les combats continuent de les mettre en danger dans toute la ville », a dit le Conseiller de l'Envoyé spécial pour la Syrie, Jan Egeland, lors d'une conférence de presse à Genève.

« La plupart des rues dans les quartiers assiégés à l'est d'Alep et dans certains quartiers de l'ouest d'Alep sont si dangereuses que cela affecte gravement tout mouvement de civils », a-t-il ajouté. « L'ONU appelle de toute urgence à une trêve dans les combats pour permettre

aux gens de quitter librement et en toute sécurité la partie est d'Alep assiégée et de se déplacer en toute sécurité n'importe où dans la ville ».

Selon M. Egeland, le nombre total de personnes déplacées reste extrêmement difficile à évaluer actuellement car les Nations Unies ne disposent pas d'informations vérifiables sur les nouveaux déplacements. L'ONU estime que plus de 40.000 personnes ont fui les parties assiégées d'Alep.

« La situation est extrêmement fluide car les lignes de front continuent de changer quotidiennement », a souligné Jan Egeland. « L'ONU répond aux besoins des personnes déplacées partout où elle a accès ou par l'entremise de ses partenaires, principalement le Croissant-Rouge arabe syrien ».

M. Egeland s'est exprimé devant la presse après une réunion du groupe de travail humanitaire. Il a indiqué que cette réunion avait été difficile parce que les Etats membres qui devraient aider l'ONU et les travailleurs humanitaires à avoir accès aux civils sont divisés.

« La conséquence, c'est qu'il y a un accès réduit sur le terrain même si le plan d'accès pour le mois de décembre a été approuvé par le gouvernement syrien.

De son côté l'Envoyé spécial pour la Syrie, Staffan de Mistura, a fait un exposé jeudi devant les membres du Conseil de sécurité de l'ONU, à New York, lors d'une réunion à huis-clos.

Les droits de l'homme soumis à une pression sans précédent dans le monde entier, selon l'ONU



Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein (archives). Photo ONU/Rick Bajornas

8 décembre - A deux jours de la Journée des droits de l'homme qui est célébrée chaque année le 10 décembre, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a estimé jeudi que la pression sans précédent qui pèse sur les normes internationales relatives aux droits de l'homme risque de réduire à néant l'ensemble unique de protections mises en place au sortir de la Seconde Guerre mondiale.

« 2016 a été une année catastrophique pour les droits de l'homme dans le monde entier et, si l'érosion croissante de l'architecture patiemment construite des droits de l'homme et de l'état de droit continue de s'intensifier, tout le monde finira par en pâtir », a dit M. Zeid dans un communiqué de presse.

« Nous sommes nombreux à nous inquiéter de la direction que prend le monde. Les mouvements extrémistes imposent aux populations d'atroces violences. Les conflits et les privations contraignent des familles à quitter leurs foyers. Le changement climatique assombrit notre horizon. La discrimination, les disparités économiques béantes et la volonté acharnée d'acquiescer ou de conserver le pouvoir à tout prix sont les moteurs principaux de l'actuelle crise politique et des droits de l'homme. Les valeurs humanistes sont menacées », a-t-il ajouté.

Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme a appelé le monde entier à défendre un système qui a précisément été conçu pour rendre le monde meilleur pour tout un chacun.

« Les droits de l'homme constituent le fondement d'une politique efficace dans des sociétés où les gens savent qu'ils peuvent faire confiance à leur gouvernement et se fier à la loi. Défaire les lois et les institutions que nous avons si patiemment érigées pendant la deuxième moitié du 20e siècle – destinées à protéger tous les citoyens et à promouvoir la stabilité et le bien-être économique – est non seulement mauvais mais dangereux », a-t-il rappelé.

Selon lui, la Syrie est l'exemple le plus frappant de l'échec de la communauté internationale. « Au lieu de coopérer pour mettre fin aux combats et rétablir l'ordre, certains États ont attisé le conflit, aidé les assassins, fourni des armes, encouragé les extrémistes – en bref, ils ont, collectivement, jeté aux orties le droit international humanitaire et les droits de l'homme », a-t-il dit.

Le Haut-Commissaire a également noté que dans certaines régions d'Europe et aux États-Unis, un « discours xénophobe empreint de haine et de violence prolifère dans des proportions effrayantes sans rencontrer de résistance ».

Selon M. Zeid, il est temps de changer de cap. Il a annoncé le lancement d'une campagne intitulée « Défendez les droits de quelqu'un aujourd'hui ».

« Chaque femme, chaque homme, chaque enfant a le pouvoir de militer en faveur du respect, de la tolérance et de faire reculer la violence et la haine qui menacent notre monde », a-t-il expliqué. « Nous ne pouvons pas nous contenter d'observer passivement les semeurs de haine dresser des murs d'hostilité et de ressentiment entre les communautés – nous pouvons construire des ponts. Nous pouvons faire changer les choses, non seulement en comprenant nos propres droits, mais en aidant autrui ».

« L'heure est venue d'agir. "Nous, les peuples" pouvons prendre position en faveur des droits. Les initiatives locales peuvent se traduire par un mouvement mondial pour sauver les droits que d'innombrables personnes déterminées et de dirigeants inspirés, avait initialement créés », a-t-il conclu.

Ukraine : les civils continuent de souffrir dans l'est du pays, selon un rapport de l'ONU



Un homme circule à vélo dans le village de Novosvetlovka, dans l'est de l'Ukraine (archives). Photo HCR/Petr Shelomovskiy

8 décembre - L'absence de mise en œuvre des Accords de Minsk par les parties au conflit dans l'est de l'Ukraine a continué d'entraîner de nombreuses violations des droits humains des civils, en particulier ceux qui vivent près de la 'ligne de contact' entre les zones contrôlées par le gouvernement et celles contrôlées par les groupes armés dans les régions de Donetsk et de Louhansk, selon un rapport de l'ONU publié jeudi.

Le rapport, qui couvre la période comprise entre le 16 août et le 15 novembre 2016, confirme que les personnes vivant à proximité de la 'ligne de contact' souffrent d'une forte insécurité, sont menacées par les mines et les munitions non explosées et sont confrontées à des restrictions importantes à leur liberté de mouvement.

Entre le 16 août et le 15 novembre, la Mission de surveillance des droits de l'homme des Nations unies en Ukraine a enregistré 32 décès de civils et 132 blessés.

Le nombre total de décès de la mi-avril 2014 au 1er décembre 2016 est de 9.758, et 22.779 personnes ont été blessées. Ces chiffres incluent les forces armées ukrainiennes, les civils et les membres de groupes armés. Parmi ces personnes tuées, plus de 2.000 étaient des civils. A ce chiffre, il faut ajouter les 298 passagers tués dans l'accident de l'avion MH-17. Le nombre de civils blessés en raison du conflit est estimé entre 6.000 et 7.000.

Le rapport estime « profondément préoccupant que les forces gouvernementales et les groupes armés opérant dans les zones civiles ne prennent pas toutes les précautions possibles contre l'impact des combats, qui ont causé des dégâts à des écoles, à des jardins d'enfants et à des installations médicales ».

Le rapport note également que les groupes armés de la République populaire autoproclamée de Donetsk et de la République populaire autoproclamée de Louhansk « continuent de priver les gens de leurs droits fondamentaux et de tout mécanisme efficace de réparation ».

Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) s'est félicité des efforts déployés par le gouvernement ukrainien pour enquêter sur les violations des droits de l'homme commises au cours du conflit armé, notant toutefois des progrès insuffisants pour obliger les responsables au sein de ses propres rangs à rendre des comptes. Il a aussi noté que les auteurs de violences au sein des groupes armés continuent de jouir d'un degré élevé d'impunité pour les violations les plus graves des droits de l'homme.

Le rapport estime que l'impact du conflit dans l'est de l'Ukraine sur la situation des droits de l'homme illustre la nécessité de la pleine application des dispositions des Accords de Minsk.

La Mission des Nations Unies pour le suivi des droits de l'homme en Ukraine a également continué de surveiller activement la situation des droits de l'homme dans la République autonome de Crimée. Plusieurs cas d'abus en détention et de sanctions contre des membres du Mejlis ont été documentés. Les poursuites judiciaires contre des Tatars de Crimée et des membres de groupes interdits en Russie, ainsi que le transfert de détenus de Crimée vers des établissements pénitentiaires en Russie soulèvent de sérieuses inquiétudes, selon le rapport.

Les conflits en cours continuent d'aggraver l'insécurité alimentaire, selon la FAO



Un agriculteur cultive du maïs au Lesotho. Photo FAO/Rodger Bosch

8 décembre - Les conflits civils et les chocs liés aux conditions météorologiques ont fortement pesé sur la sécurité alimentaire en 2016, faisant augmenter le nombre de personnes ayant besoin d'une assistance alimentaire, selon un nouveau rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

La nouvelle édition du rapport «Perspectives de récolte et situation alimentaire», publiée jeudi, souligne que 39 pays ont besoin d'une aide extérieure pour couvrir leurs besoins alimentaires.

Alors que les perspectives sur les approvisionnements céréaliers dans le monde s'améliorent en raison de conditions de croissance favorables pour les cultures, les séquelles des dernières sécheresses persistent, tout comme les effets négatifs ressentis suite aux conflits.

Les prévisions agricoles suggèrent que les prochaines récoltes de grains seront bonnes mais que la faim va probablement s'intensifier dans certaines régions et ce, pendant les saisons maigres, avant que les nouvelles cultures n'arrivent à maturation. En Afrique australe, où les effets du phénomène El Niño ont fortement contribué à réduire la production agricole en 2016, le nombre de personnes ayant besoin d'une assistance extérieure de janvier à mars 2017 devrait augmenter de manière significative, comparé à la même période l'année précédente. Le rapport indique que les retards de croissance sont «beaucoup plus répandus» dans les zones connaissant des troubles telles que Madagascar, le Malawi et le Mozambique.

Dans certaines régions, les stocks de semences de céréales et de légumes, devenus inadéquats à la suite de deux récoltes insuffisantes et consécutives, pourraient limiter les campagnes de semis. La FAO et les gouvernements travaillent à la mise en œuvre de programmes de soutien agricole visant à améliorer l'accès aux intrants agricoles essentiels.

Les conflits jettent une ombre sur la sécurité alimentaire

Afin de faciliter la planification d'une intervention humanitaire, le rapport identifie les causes premières des crises alimentaires locales. Cela va du déficit exceptionnel de la production agricole au manque d'accès généralisé (en raison des faibles revenus, des prix élevés ou des perturbations des réseaux de distribution), en passant par les effets du conflit sur les conditions de sécurité alimentaire locale.

Les conflits civils et leurs conséquences, y compris les mouvements de réfugiés qui pèsent sur les pays d'accueil tels que le Cameroun et le Tchad, sont cités par 21 des 39 pays concernés. Les conflits généralisés peuvent conduire à la perte et à la diminution des moyens de production des ménages, comme cela est le cas en République centrafricaine, et à des problèmes de sécurité qui auront pour effet de freiner les activités agricoles, à l'image du Soudan du Sud. Dans certaines zones du pays, les récoltes, bien que meilleures, vont probablement avoir un effet éphémère en raison du conflit en cours, qui limite la pratique des activités agricoles, posant ainsi davantage de risques pour les communautés les plus vulnérables.

En Syrie, 9,4 millions de personnes ont besoin d'une assistance alimentaire, en raison de la poursuite du conflit civil. Cette année, le niveau de la production de blé devrait être environ 55% moins important que celui précédant la crise. Selon le rapport, le conflit en cours au Yémen a clairement contribué à faire augmenter le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire, dépassant largement l'évaluation de juin qui les estimaient à 14,2 millions.

Les tendances agricoles appelées à s'améliorer après une année 2016 difficile

En 2016, les sécheresses et les effets climatiques induits par le phénomène El Niño ont provoqué d'importantes pertes de récoltes dans plusieurs pays. L'ensemble de la production céréalière africaine a baissé en 2016 malgré quelques gains sous-régionaux, notamment en Afrique de l'Ouest et dans la région sahélienne, qui est en passe de battre un record avec sa production céréalière. En Afrique australe, la production de maïs a connu une forte baisse, menaçant gravement les conditions de sécurité alimentaire.

Les faibles récoltes ont entraîné une forte hausse des prix de l'incontournable maïs au Malawi, où 6,5 millions de personnes devraient vraisemblablement se retrouver en situation d'insécurité alimentaire lors de la prochaine saison maigre. D'un point de vue positif, avec la fin du phénomène El Niño, les estimations préliminaires font état d'une hausse de 27% des semis de maïs pour la campagne agricole sud-africaine de 2017, de loin le plus grand producteur de la région.

Alors que la plupart des pays d'Asie ont bénéficié de productions agricoles plutôt généreuses en 2016, notamment grâce à une nette relance en Inde, l'impact des conflits toujours en cours dans les pays du Proche-Orient continue d'amoinrir la production agricole et ce, malgré des conditions climatiques globalement favorables pour les cultures céréalières de base.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, un rebond de la production en Amérique centrale en 2016 serait apprécié, après des rendements diminués par la sécheresse l'année précédente, tandis que la campagne de semis de 2017 en Amérique du sud devrait bien démarrer après avoir enregistré une baisse des récoltes en 2016, due en grande partie aux sécheresses qui ont sévi en Bolivie, au Brésil et au Paraguay.

Les 39 pays ayant actuellement besoin d'une aide alimentaire extérieure sont : l'Afghanistan, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, la République centrafricaine, le Tchad, le Congo, la République populaire démocratique de Corée, la République démocratique du Congo, Djibouti, l'Erythrée, l'Éthiopie, la Guinée, Haïti, l'Irak, le Kenya, le Lesotho, le Liberia, la Libye, Madagascar, le Malawi, le Mali, la Mauritanie, le Mozambique, la Birmanie, le Népal, le Niger, le Nigéria, le Pakistan, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la Sierra Leone, la Somalie, le Soudan du Sud, le Soudan, le Swaziland, la Syrie, l'Ouganda, le Yémen et le Zimbabwe.

Libye : le Conseil de sécurité réaffirme son soutien à l'Accord politique conclu il y a un an



Une fillette traverse une rue dans la ville de Syrte, en Libye. Photo UNICEF/Giovanni Diffidenti

8 décembre - Le Conseil de sécurité de l'ONU a réaffirmé son soutien sans réserve à l'Accord politique libyen conclu il y a un an et a engagé les parties à hâter son application.

Mardi, lors d'un exposé devant le Conseil de sécurité, le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye, Martin Kobler, avait regretté l'impasse dans laquelle se trouve la mise en œuvre de cet accord et avait rappelé qu'il demeurerait le seul cadre viable pour le pays.

Dans une déclaration à la presse publiée mercredi soir par la Présidence du Conseil, les 15 membres de cet organe se sont déclarés profondément inquiets de la situation difficile qui prévaut en Libye, tant sur le plan politique qu'au niveau de la sécurité.

Ils ont également exprimé leur vive préoccupation face à la récente escalade de la violence entre les groupes armés dans la capitale Tripoli et exhorté les parties à répondre sans délai à l'appel à l'arrêt des combats lancé par le Conseil de la présidence libyen.

Notant qu'une année s'était écoulée depuis la signature de l'Accord politique, les membres du Conseil de sécurité ont exhorté la Chambre des députés à approuver l'amendement à la Déclaration constitutionnelle, une étape nécessaire à sa pleine application.

Ils ont également exhorté le Premier ministre libyen à présenter à la Chambre des députés la liste complète des membres du gouvernement d'entente nationale et son programme, de sorte que la Chambre puisse approuver le gouvernement, lui voter sa confiance et adopter son programme.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a redit sa profonde inquiétude face à la menace terroriste en Libye, en particulier celle posée par l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL, également connu sous le nom de Daech), les groupes ayant fait alliance à l'EIIL et les groupes affiliés à Al-Qaïda.

Il s'est félicité des progrès accomplis dans la lutte contre les groupes terroristes, notamment l'EIIL, à Syrte et à Benghazi, tout en notant avec préoccupation les informations faisant état d'une possible dispersion d'éléments de l'EIIL dans d'autres



parties du pays.

Le HCR réclame des mesures pour protéger les enfants déplacés par les conflits



Le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, avec une famille syrienne dans le nord de la Grèce en août 2016. Photo HCR/Achilleas Zavallis

8 décembre - Le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, a réclamé des mesures immédiates pour protéger les enfants déplacés par les conflits et la violence, dont le nombre est estimé à 28 millions à travers le monde.

Alors que les enfants représentent un tiers de la population mondiale, plus de la moitié des réfugiés dans le monde sont des enfants. Beaucoup d'enfants en déplacement se retrouvent dans des centres de détention, ce qui peut avoir un impact négatif important sur leur santé physique et mentale et leur développement tout au long de la vie. Ils sont également vulnérables à la violence sexuelle, à l'exploitation et au risque d'apatridie.

« Chaque jour, des dizaines de milliers d'enfants à travers le monde sont déracinés de leurs foyers à la suite de conflits, de l'insécurité et de persécutions - déplacés à l'intérieur de leur propre pays ou à travers les frontières en tant que réfugiés. Ils paient le prix d'un manque global de volonté politique pour prévenir, atténuer et résoudre les conflits », a déclaré M. Grandi à l'ouverture d'un dialogue sur ce thème organisé par son agence à Genève jeudi et vendredi.

« Les réponses à ce défi complexe et croissant ont été mitigées et, jusqu'à présent, insuffisantes. Au cours de mes missions sur le terrain cette année, certaines de mes rencontres les plus troublantes l'ont été avec des enfants et des jeunes vivant dans des parcs et des bâtiments abandonnés dans les villes, exposés à l'exploitation et à la violence et sans abri ni soutien adéquats », a-t-il ajouté.

Le dialogue organisé par le HCR réunit des jeunes réfugiés, des représentants des États, d'organisations non gouvernementales et intergouvernementales, de la société civile et d'autres partenaires humanitaires et universitaires.

Selon le chef du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR), « une action urgente est nécessaire pour assurer que les enfants en déplacement soient protégés et leur potentiel restauré - et pour trouver des solutions qui leur permettront de bâtir une vie paisible et productive ».

« Si nous n'agissons pas ensemble pour trouver des solutions pour les réfugiés et les autres populations déplacées aujourd'hui, nous aurons fait défaut à cette génération d'enfants et à ceux qui viendront », a-t-il ajouté.

En visite jeudi à Vienne, en Autriche, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a rappelé pour sa part que les réfugiés n'apportent pas nécessairement des problèmes dans leur pays d'accueil mais des opportunités.

M. Ban a tenu ces propos lors de la visite d'un restaurant qui sert de la cuisine autrichienne et arabe. Ouvert cette année, ce restaurant appelé Habibi et Hawara est géré par une équipe de réfugiés et d'Autrichiens, avec pour objectif d'aider les réfugiés à devenir des entrepreneurs indépendants.

Le Secrétaire général a souligné qu'il fallait changer les perceptions et les attitudes négatives à l'égard des réfugiés et des migrants et renforcer le contrat social entre les pays et communautés hôtes, les réfugiés et les migrants.